

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 1.959.409

OCTROI D'UN

PERMIS D'ENVIRONNEMENT TEMPORAIRE

Contenu du document :

	Page :
ARTICLE 1. DECISION	2
ARTICLE 2. DUREE DE L'AUTORISATION	2
ARTICLE 3. MISE EN PLACE OU MISE EN ACTIVITE DES INSTALLATIONS	2
ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	3
A. DELAIS D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DOCUMENTS A TRANSMETTRE	3
A.1. DELAI D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	3
A.2. DOCUMENTS A TRANSMETTRE	3
B. CONDITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	4
B.1. TRAVAUX D'ENLEVEMENT D'AMIANTE.....	4
B.2. CONDITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU CHANTIER.....	8
B.3. CONDITIONS RELATIVES AUX DECHETS.....	9
B.4. CONDITIONS RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	11
ARTICLE 6. ANTECEDENTS ET DOCUMENTS LIES A LA PROCEDURE.....	12
ARTICLE 7. JUSTIFICATION DE LA DECISION (MOTIVATIONS)	12
ARTICLE 8. ORDONNANCES, LOIS, ARRETES FONDANT LA DECISION	12

Article 1. Décision

Le permis d'environnement est **accordé** moyennant les conditions reprises aux articles 4 et 5 à:

Titulaire : ARFI-VALENS (n° d'entreprise 0424905926) Avenue Brugmann 27 1060 Saint-Gilles

Pour :

un chantier de décontamination d'un parking couvert à rénover contenant de l'amiante.

Situé à :

Lieu d'exploitation : Parc du Peterbos 7, 9 et 12 1070 Anderlecht

Et comprenant les installations reprises ci-dessous :

N° de rubrique	Installation	Quantité estimée	Classe
27 1°b	Chantiers de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et chantiers d'encapsulation de l'amiante	Amiante friable : 4.750 kg	1B

Tout changement d'une des données reprises dans l'article 1 doit immédiatement être notifié à Bruxelles Environnement (Autorisation).

Tout changement du titulaire du permis donnera lieu à une nouvelle visite des lieux par un agent de Bruxelles Environnement (Autorisation).

Article 2. Durée de l'autorisation

1. Le permis d'environnement est accordé pour une période de 3 ans à compter de la date du début des travaux d'enlèvement et/ou d'encapsulation d'amiante.
2. La durée du permis d'environnement ne peut être prolongée.

Article 3. Mise en place ou mise en activité des installations

1. Le permis d'environnement devra être mis en œuvre dans un délai de 3 ans à dater de la notification de la présente. Si, dans le délai imparti, son titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative, le permis est périmé.

Ce délai peut être prolongé d'un an à condition d'en faire la demande à Bruxelles Environnement (Autorisation). Cette demande doit être introduite 3 mois au moins avant l'écoulement du délai visé au paragraphe précédent.
2. Le titulaire du permis d'environnement est tenu de notifier à Bruxelles Environnement (Inspectorat), à l'Administration de la commune où se situe le chantier et au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, la date du début des travaux d'enlèvement et/ou d'encapsulation d'amiante et ceci, au moins 15 jours avant leur mise en œuvre.

Article 4. Conditions d'exploitation

L'exploitant est tenu de respecter les impositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 relatif aux conditions applicables aux chantiers d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante (M.B. du 18 juin 2008), appelé ci-après « arrêté amiante ».

Les conditions reprises ci-dessous en sont un rappel ou concernent des dérogations ou des conditions complémentaires à ces impositions.

A. Délais d'application des conditions d'exploitation et documents à transmettre

A.1. DELAI D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les conditions d'exploitation fixées dans cet article et à l'article 5 sont d'application dès la mise en œuvre des installations.

A.2. DOCUMENTS A TRANSMETTRE

Le titulaire du permis ou, à défaut, l'exploitant, transmettra les documents suivants aux destinataires, dans les délais indiqués ci-dessous :

Délai	Informations et documents à transmettre	Destinataires*
Minimum 15 jours avant l'exécution des tests relatifs aux postes 1, 2 et 3	Invitation à se présenter lors de l'exécution des tests	- Bruxelles Environnement (Autorisation et Inspection)
Minimum 15 jours avant le début des travaux selon la méthode validée (travaux après phase de test)	Résultats des tests : - Récapitulatif des mesures de contrôle de la qualité de l'air	- Bruxelles Environnement (Autorisation)
En cas de méthode non-validée par les tests	Plan de travail adapté	- Bruxelles Environnement (Autorisations)
Minimum 15 jours avant le début de chaque phase de travail d'enlèvement d'amiante	Notification de début d'une phase de travail (cf. annexe 2 de l'« arrêté amiante »)	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier - Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU)

Au plus tard le jour ouvrable après l'obtention des résultats	Dépassement des valeurs critiques, filtres illisibles	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier
Dès la découverte	Incident et accident engendrant un risque pour la santé ou la sécurité de la population	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier
Endéans les 3 mois qui suivent la fin des travaux	- Attestation de prise en charge des déchets d'amiante - Récapitulatif des déchets d'amiante (cf. annexe 5 de l'« arrêté amiante ») - Copie des rapports d'inspection visuelle (cf. annexe 6 de l'« arrêté amiante ») - Liste des postes de travail incomplètement ou non exécutés - Récapitulatif des mesures de contrôle de la qualité de l'air	- Bruxelles Environnement (Inspection)
Avant toute modification du plan de travail	Le plan de travail modifié (qui ne peut être mis en œuvre qu'après autorisation écrite de Bruxelles Environnement)	- Bruxelles Environnement (Autorisation)
En cas d'enlèvement ou d'encapsulation d'amiante qui n'est pas autorisé par le présent permis	Demande d'extension ou de nouveau permis d'environnement (Attention : Les travaux ne peuvent débuter qu'après la décision officielle de Bruxelles Environnement)	- Bruxelles Environnement (Autorisation)
Dès la fin de chaque phase de travail	Date effective de la fin de chaque phase de travail	- Bruxelles Environnement (Inspection)

* Une liste des adresses est disponible en annexe 1.

B. Conditions techniques particulières

B.1. TRAVAUX D'ENLEVEMENT D'AMIANTE

1. Tableau récapitulatif des matériaux contenant de l'amiante concernés par le chantier

Les matériaux contenant de l'amiante sont enlevés suivant les méthodes reprises ci-dessous.

Poste	N° fiche inventaire	Niveau	Localisation	Type d'amiante	Quantité estimée	Méthode d'enlèvement
1	1	Façades	Ensemble des façades	Enduit	820 m ²	Phase de validation : zone semi-hermétique Après validation : zone balisée
2	2	Rez, +1 et +2	Aux passages des	Enduit de resserrage	36 pièces	Phase de validation : zone semi-hermétique

			descentes d'eau de pluie			Après validation : zone balisée
3	3	Rez, +1 et +2	Jonction entre sol et parois verticales	Béton de finition	567 mct	Phase de validation : zone semi-hermétique Après validation : zone balisée
4	4	+1	Le long de la façade arrière dans les box privatif	Gaine amiante ciment	2x 52 mct	Zone balisée

2. Type d'entreprise pouvant réaliser les travaux

Les travaux d'enlèvement d'amiante, visés par le présent permis, ne peuvent être effectués que par des entreprises agréées par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

3. Méthodes

Phase de validation en zone semi-hermétique

1/ Conditions particulières

L'enlèvement (partiel) des applications attachées aux postes 1, 2 et 3 commence par une phase de validation, au sein d'une zone semi-hermétique. Cette procédure de validation répond, pour chacun des 3 tests, aux conditions suivantes :

- *Les travaux doivent durer suffisamment longtemps pour que les mesures atmosphériques soient représentatives (environs 4h).*
- *Un agent de BE (inspection et/ou autorisation) doit être présent pendant une partie représentative des travaux.*
- *L'air n'est renouvelé à aucun moment pendant le prélèvement des échantillons d'air (4h).*
- *Dans la zone semi-hermétique, les travaux de désamiantage doivent être effectués de la même manière que s'ils étaient réalisés au sein d'une zone balisée.*

Si nécessaire et à l'issue de la phase test (et des mesures atmosphériques), la ou les zones semi-hermétiques sont mises en dépression, afin de pouvoir être nettoyées.

Chacune des zones semi-hermétiques présentera les caractéristiques suivantes :

- *La zone est équipée d'un ou plusieurs extracteurs munis de filtres absolus. Ceux-ci seront mis en fonctionnement dans le cas où la concentration en fibres dans la zone dépasse de plus de 0,010 fibre par millilitre d'air, la concentration en fibres mesurée avant les travaux au même endroit. Dans ce cas, le test sera considéré comme ayant échoué.*
- *Les surfaces intérieures sont partiellement ou totalement recouvertes d'un revêtement étanche mono-couche.*
- *L'entrée et la sortie de la zone de travail se font par un sas humide.*

2/ Mesures de la qualité de l'air

Durant l'exécution des travaux pour la phase test des postes 1, 2 et 3, la concentration de fibres dans l'air est mesurée conformément aux conditions suivantes :

Méthode	Quantitative électronique
Durée de l'échantillonnage	4 heures – le débit de la pompe doit être adapté si les travaux durent moins de 4 heures
Fréquence	1x toutes les 8h de travail
Endroits où des échantillons sont prélevés	<ul style="list-style-type: none"> • dans la zone semi-hermétique : à proximité des travaux • dans la zone semi-hermétique : mesure personnelle sur travailleur
valeur limite	0,005 fibre amiante par centimètre cube

Les analyses quantitatives électroniques des mesures atmosphériques répondent aux conditions suivantes (cette information est nécessaire pour le laboratoire agréé qui se charge des mesures atmosphériques, elle doit donc être fournie avant qu'ils ne viennent sur place afin qu'ils puissent se munir du matériel adéquat) :

- **Utilisation d'une pompe et d'un filtre adaptés à la méthode électronique imposée ;**
! il ne s'agit pas de l'analyse électronique sur des demi-filtres pour des mesures optiques.
- **Aspiration d'une quantité d'air suffisante et prise en compte d'un nombre suffisant de champs pour obtenir une limite de détection très basse (aux alentours de 0,001 f/ml).**

Le débit de la pompe doit être adapté si les travaux durent moins de 4 heures.

- **Méthode d'analyse :**

Méthode de TEM-transfert directe, selon la norme NIOSH 7402 : méthode EM21 (définition de la concentration de fibres d'amiante dans l'air par microscopie analytique à électrons avec la méthode de transfert directe), basée sur NIOSH 7402 (par un laboratoire qui a été agréé pour cette méthode par le SPF ETCS).

OU

Analyse SEM-directe selon la norme NEN-ISO 14966 du Pays-Bas (par un laboratoire qui a été accrédité pour cette méthode aux Pays-Bas).

- **Les rapports d'analyse doivent indiquer le type de fibres d'amiante qui a été détecté.**

Les résultats d'analyse doivent être transmis immédiatement à Bruxelles Environnement (division inspection), dès que la présence de fibres d'amiante est constatée.

3/ Procédure de validation

La validation du test se fait sur base des résultats des mesures d'air imposées et des constats faits par les agents de BE lors de l'exécution du test.

Ce n'est que si les résultats des analyses électroniques restent sous la valeur limite fixée et après validation écrite par BE, que la méthode de travail peut être considérée comme validée et être appliquée en zone balisée.

Si les mesures d'air démontrent une libération de fibres, une demande de modification de permis d'environnement, proposant une méthode de travail adaptée, devra être introduite auprès de BE.

Phase d'enlèvement en zone balisée

Les dispositions relatives à la mise en œuvre, aux contrôles et à la clôture des travaux réalisés en zone balisée sont conformes aux prescriptions définies aux articles 8, 31 et 32 de l' « **arrêté amiante** » et respectent les conditions particulières et prescriptions reprises 1/, ainsi que les éventuelles conditions relatives aux mesures d'air reprises en 2/.

1/ Conditions particulières

Après validation des tests, les matériaux attachés aux postes 1, 2 et 3 peuvent être enlevés en zone balisée.

Pour les postes 1 à 2, une bâche en plastique sera placée sur le sol, au pied des murs concernés ou en-dessous des plafonds traités.

La gaine en amiante-ciment (cf. poste 4) est, quant à elle, démontée proprement en zone balisée.

Toutes les précautions sont prises, afin d'éviter la propagation de fibres d'amiante dans l'air. Notamment, les matériaux amiantés sont traités au moyen d'un agent fixateur (eau par exemple) préalablement à leur manipulation.

Pour le poste 4, un fixateur est appliqué sur toute cassure éventuelle. De plus, si les matériaux se cassent lors du démontage, les débris sont immédiatement fixés, les poussières sont aspirées au moyen d'un aspirateur à filtre absolu, et les déchets sont conditionnés en sacs plastiques double emballage.

Les débris résultant des postes 1 à 3 sont également fixés, les poussières éventuelles sont aspirées au moyen d'un aspirateur à filtre absolu et les déchets sont conditionnés en sacs plastiques double emballage.

Suite aux travaux en zone balisée, une vérification est opérée au niveau des zones de travaux, afin de s'assurer de l'absence de débris pouvant contenir de l'amiante. Les éventuels débris sont traités au moyen d'un agent fixateur avant d'être évacués comme déchets amiantés.

De plus, suite aux travaux en zone balisée liés aux postes 2, 3 et 4, les zones de travaux sont nettoyées au moyen d'un aspirateur à filtre absolu et/ou de chiffons humides.

2/ Mesures de la qualité de l'air

Durant la réalisation des travaux, des mesures de la concentration en fibres dans l'air sont réalisées conformément aux conditions suivantes :

Méthode	Optique
Durée d'échantillonnage	4 heures
Fréquence	Postes 1, 2 et 3 : 1x toutes les 8h de travail Poste 4 : 1x le premier jour
Lieux de prélèvement	- à proximité des travaux à l'intérieur du balisage - mesure personnelle sur travailleur

4. Contrôle

Les agents chargés de l'inspection pourront imposer, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, toutes les mesures qu'ils jugeront utiles. Ils peuvent entre autres réévaluer la méthode de mesure de qualité de l'air, la durée et la fréquence de l'échantillonnage ainsi que les lieux de prélèvements et ce, notamment en cas de dépassement des valeurs limites.

B.2. CONDITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU CHANTIER

L'exploitant est tenu de respecter les impositions du Règlement Régional d'Urbanisme (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/11/06) et notamment le chapitre III relatif aux chantiers.

L'attention de l'exploitant est particulièrement attirée sur le chapitre IV de l' « arrêté amiante » : dispositions générales.

1. Notification préalable au chantier

Le début de tout travail d'enlèvement ou d'encapsulation d'amiante et de toute phase subséquente, fait l'objet d'une notification préalable conformément à l'annexe 2 de l' « arrêté amiante », au plus tard 15 jours à l'avance, par le titulaire du permis d'environnement ou, à défaut, par l'exploitant :

- à Bruxelles Environnement (Inspection) ;
- à l'Administration communale du lieu où se situe le chantier ;
- au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (SIAMU).

2. Réunion préalable au chantier

Il n'y a pas lieu d'organiser une réunion préalable au chantier.

3. Horaires de fonctionnement et dérogations

3.1. Le travail sur chantier n'est autorisé que du lundi au vendredi, jours fériés exclus, entre 7h et 19h. Les activités inévitablement bruyantes (le battage des pieux et des palplanches, le concassage des débris, l'utilisation de marteaux piqueurs) ne sont autorisées que du lundi au vendredi, jours fériés exclus, entre 7h et 16h.

3.2. Par dérogation, les travaux ne pouvant être interrompus, les travaux ne générant pas de nuisances sonores pourront être effectués entre 19 et 7h, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés après autorisation écrite de Bruxelles Environnement (Autorisation). Cette dérogation est une modification du permis comme décrit à l'article 5 point 4.3/ de la présente décision. La dérogation ne sera éventuellement délivrée par Bruxelles Environnement que sur demande écrite et motivée à adresser à Bruxelles Environnement (Autorisation) au moins 10 jours avant les travaux.

4. Responsabilité

Un responsable et un suppléant sont désignés par le titulaire du présent permis. Ce responsable sera directement chargé de l'application des conditions du présent permis. Il sera l'interlocuteur privilégié entendu par les agents chargés de l'inspection. Les noms et coordonnées complets des personnes désignées sont fournis et spécifiés dans la notification de début de chantier.

5. Registre de chantier

Le titulaire du présent permis doit établir et tenir à jour un registre de chantier, comme décrit dans l'article 14 de l' « arrêté amiante ».

6. Sécurité

L'accès au parking couvert et à ses alentours, est interdit à toute personne étrangère au chantier de désamiantage. Le bâtiment concerné sera, par conséquent, entouré de barrières de type Heras.

B.3. CONDITIONS RELATIVES AUX DECHETS

<p>L'attention de l'exploitant est particulièrement attirée sur le chapitre VII de l' « arrêté amiante » : déchets.</p>
--

1. Gestion des déchets

Le compactage, le broyage de déchets ou toute autre opération susceptible de libérer des fibres d'amiante est interdit.

Toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter la libération des fibres d'amiante dans l'environnement, pendant la manutention et le transport des déchets d'amiante vers le local de stockage ou le conteneur.

2. Lieu de stockage

En vue de leur transport hors du chantier, les déchets d'amiante conditionnés sont déposés dans des **conteneurs de type maritime fermés à clé, déposés à proximité du bâtiment concerné.**

3. Stockage en zone

Le stockage provisoire des déchets dans la zone de travail doit être réduit au strict minimum.

4. Conteneur

Aucun conteneur n'est placé en voirie.

5. Transport vers le centre d'élimination

Les déchets d'amiante sont repris par un collecteur de déchets dangereux agréé en région de Bruxelles-Capitale.

6. Dérogations relatives aux déchets

Néant.

B.4. CONDITIONS RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS

1. Remarque

Par exploitation, il faut comprendre en plus de la mise en place, la mise en service, le maintien en service, l'utilisation ou l'entretien d'une ou des installations classées ou d'un équipement qui en fait partie, toutes les activités associées et conséquentes à celles-ci, par exemple :

- manutention d'objets, des marchandises, ... ;
- chargement-déchargement, à l'intérieur de la parcelle ou en voirie, par des clients, livreurs,...,
- parcs de stationnement,
- installations (ventilation, climatisation,...) placées à l'extérieur ou en toiture.
- ...

2. Définitions

- **Équipement dont le fonctionnement en continu est impératif** : Équipement qui ne peut être arrêté pour des raisons de sécurité, de salubrité, de santé ou de continuité de chantier.

3. Gestion du chantier

Le chantier est géré, à la fois aux niveaux technique, organisationnel et comportemental de façon à ce que les nuisances sonores et vibratoires soient réduites au maximum. L'exploitant de chantier appliquera toute mesure correspondant aux meilleures techniques disponibles, notamment :

- Utiliser sur chantier des équipements conformes à la Directive européenne 2000/14/CE (limites de puissance acoustique, marquage CE, évaluation de conformité).
- Utiliser sur chantier des équipements entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement et équipés des protections acoustiques et vibratoires d'origine.
- Eloigner les équipements à l'origine de vibrations des parois des bâtiments voisins et utiliser des assises anti-vibratiles pour éviter la transmission des vibrations par le sol et les supports.
- Limiter les déplacements des véhicules de chantier à leur strict besoin.
- Proscrire l'utilisation des avertisseurs sonores.
- Interdire l'arrêt prolongé des véhicules moteur en marche.
- Si des bureaux temporaires, containers ou stocks importants de matériaux sont prévus, les disposer de préférence de manière à faire écran avec les immeubles de logements alentours.
- Sensibiliser les personnes travaillant sur chantier à éviter toute production inutile de bruit (déposer des objets au lieu de les lancer, limiter/interdire la diffusion de son amplifié, radio, communiquer par talkie-walkies, ne pas crier, etc.).

4. Valeurs limites de bruit pour les équipements dont le fonctionnement en continu est impératif

Pour les équipements dont le fonctionnement en continu est impératif (i.e. extracteurs), en-dehors des heures normales de chantier (le samedi, le dimanche, les jours fériés et entre 19h et 7h du lundi au vendredi), le niveau de bruit spécifique ne peut dépasser la valeur de 54 dB(A) à l'extérieur des immeubles occupés du voisinage.

Pour ces mêmes équipements les émergences mesurées ne peuvent dépasser les valeurs suivantes à l'intérieur des immeubles occupés du voisinage :

Local	Emergence de niveau en dB(A)	Emergence tonale en dB
Repos	3	3
Séjour	6	6
Service	12	12

La mesure des niveaux de bruit et l'établissement des paramètres acoustiques sont effectués avec le matériel, suivant la méthode et dans les conditions définies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesures du bruit.

Article 5. Obligations administratives

1. **Les installations doivent être conformes au plan de travail figurant dans le dossier de demande de permis d'environnement, y compris les compléments transmis par le demandeur ou l'exploitant en cours de procédure de délivrance.**
2. **Les installations doivent être conformes aux plans annexés et cachetés par Bruxelles Environnement en date du 20/11/2024 :**
 - Plan 1 – Test enduit.
 - Plan 2 – Resserrage.
 - Plan 3 – Test cimentage.
 - Travail par façade.
 - Parking Peterbos – Schéma façades – Façade.
 - Parking Peterbos – Schéma façades – Paking : Toiture.
 - Parking Peterbos – Schéma rez.
 - Parking Peterbos – Schéma rez +1.
3. Les frais générés par les travaux nécessaires à l'aménagement des installations en vue de leur surveillance et en vue du contrôle des conditions d'exploiter sont à charge de l'exploitant. L'autorité peut exiger, aux frais de l'exploitant, les prélèvements et analyses nécessaires au contrôle du respect des conditions d'exploiter.
4. L'exploitant est, sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par d'autres dispositions, en outre tenu :
 - 1/ de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances ou inconvénients des installations ;
 - 2/ de signaler immédiatement à Bruxelles Environnement (Inspectorat) et à la commune du lieu d'exploitation, tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice à l'environnement ou à la santé et à la sécurité des personnes ;
 - 3/ de signaler immédiatement à Bruxelles Environnement (Autorisation) les changements d'une des données ou des conditions figurant dans le dossier de demande ou dans le permis d'environnement intervenus depuis la délivrance de ce permis.

Conformément à l'article 7bis §1 de l'Ordonnance relative aux permis d'environnement, toute modification apportée au plan de travail ou tout enlèvement ou encapsulation d'amiante non autorisé par le présent permis doit faire l'objet d'une notification à Bruxelles Environnement (Autorisation) en sollicitant l'accord pour sa mise en œuvre. Les travaux ne peuvent débuter qu'après la décision officielle de Bruxelles Environnement ;
 - 4/ de déclarer immédiatement à Bruxelles Environnement (Autorisation) tout changement de titulaire du permis, ainsi que toute cessation d'activité.
5. L'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que les installations pourraient occasionner.
6. Toute personne qui est ou a été titulaire d'un permis d'environnement est, en outre, tenue de remettre les lieux d'une installation, dont l'exploitation arrive à terme ou n'est plus autorisée, dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger, nuisance ou inconvénient.

Article 6. Antécédents et documents liés à la procédure

- Les installations ne sont pas en service, il s'agit d'un nouveau projet.
- Réception du dossier de demande de permis en date du 03/10/2024.
- Déclaration de dossier incomplet en date du 08/10/2024.
- Visite réalisée par un agent de Bruxelles Environnement le 08/11/2024.
- Documents complémentaires fournis par le demandeur en date du 13/11/2024.
- Déclaration de dossier complet en date du 25/11/2024.

Article 7. Justification de la décision (motivations)

1. Il s'agit d'une installation temporaire car la durée du chantier est estimée à 55 jours, à effectuer en plusieurs phases, c'est-à-dire moins de 3 ans.

2. Des conditions relatives au bruit et aux vibrations sont incluses dans cette autorisation.

Les chantiers sont exclus du champ d'application de l'Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002, concernant la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les Installations classées, de par leurs caractéristiques acoustiques particulières.

Il est tout de même indispensable de protéger les riverains du chantier en imposant des conditions d'exploiter en matière d'émission de bruit.

Les chantiers d'enlèvement d'amiante peuvent fonctionner sans installations particulièrement bruyantes et ne présentant pas les mêmes caractéristiques acoustiques que les « chantiers » exclus de l'arrêté susmentionné.

Dès lors, il convient d'appliquer des normes de bruit inspirées de l'Arrêté du 21 novembre 2002.

3. Les conditions de stockage des matériaux contaminés permettent d'éviter toute dissémination d'amiante dans l'environnement.

4. L'analyse du dossier et la visite des locaux a permis de constater qu'il n'est pas certain que la méthode de la zone balisée, proposée pour la réalisation des postes 1, 2 et 3, permette d'empêcher toute libération de fibres d'amiante.

La présente autorisation impose, dès lors, la réalisation de tests en zone semi-hermétique, afin de vérifier la bonne adaptation de la méthode de la zone balisée.

5. **Les éventuelles dérogations à l' « arrêté amiante » et les conditions particulières décrites dans le présent permis sont justifiées au point B.1.3, B.2.3 et B.3.**

6. Le respect des conditions reprises ci-dessus tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par leur exploitation, les installations en cause sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population.

Article 8. Ordonnances, lois, arrêtés fondant la décision

- Ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution.
- Ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain et ses arrêtés d'exécution.
- Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement.
- Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et ses arrêtés d'exécution.

- Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe 1B, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 relatif aux conditions applicables aux chantiers d'enlèvement d'amiante et d'encapsulation d'amiante.
- Loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et ses arrêtés d'exécution.
- Arrêté royal du 3 août 1976 portant sur le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, modifié par les arrêtés royaux du 12 juillet 1985 et du 4 novembre 1987.
- Règlement Général pour la Protection de Travail approuvé par les arrêtés du Régent les 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 184, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1981.
- Arrêté royal du 2 septembre 1981 modifiant le Règlement Général sur les Installations Electriques et le rendant obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que ceux visés à l'article 28 du RGPT.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 1997 relatif au registre de déchets.
- Prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, reprises à l'annexe IV de la directive 92/57/CEE du 24 juin 1992.
- Arrêté royal du 29 décembre 1988 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'air par l'amiante.
- Règlement de la (CE) n°1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
- Arrêté royal du 23 octobre 2001 limitant la mise sur le marché, la fabrication et l'emploi de certaines substances dangereuses (amiante).
- Règlement Régional d'Urbanisme (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/11/06) et notamment le chapitre III relatif aux chantiers.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit.

Barbara DEWULF
Directrice Générale adjointe

Benoit WILLOCX
Directeur – chef de service

Annexe 1 : Liste des adresses des destinataires (voir article 4. §A.2)

- **Bruxelles Environnement - Inspection**
Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86c-bte 3000
1000 Bruxelles
amiante.inspection@environnement.brussels

- **Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU)**
Avenue de l'Héliport 11
1000 Bruxelles
plans-plannen@firebru.brussels ; Tél.: 02 208 85 43

- **Administration de la commune où se situe le chantier:**

Anderlecht Place du Conseil 1 1070 Anderlecht environnement@anderlecht.brussels	Auderghem Rue E. Idiers, 12-14 1160 Auderghem environnement@auderghem.brussels
Berchem-Sainte-Agathe Avenue du Roi Albert, 33 1082 Berchem-Sainte-Agathe environnement@berchem.brussels	Bruxelles Boulevard Anspach, 6 1000 Bruxelles URB.permisenvironnement@brucity.be
Etterbeek Avenue des Casernes 31/1 1040 Etterbeek environnement@etterbeek.brussels	Evere Square Servaas Hoedemaekers, 10 1140 Evere urbanisme@evere.brussels
Forest Chaussée de Bruxelles, 112 1190 Forest permisenvironnement@forest.brussels	Ganshoren Avenue Charles Quint, 140 1083 Ganshoren environnement@ganshoren.brussels
Ixelles Chaussée d'Ixelles, 168a 1050 Ixelles environnement@ixelles.brussels	Jette Chaussée de Wemmel, 100 1090 Jette environnement@jette.irisnet.be
Koekelberg Place Henri Vanhuffel, 6 1081 Koekelberg environnement@koekelberg.brussels	Molenbeek-Saint-Jean Rue Comte de Flandre, 20 1080 Molenbeek-Saint-Jean molenbeek@molenbeek.irisnet.be
Saint-Gilles Place Maurice Van Meenen, 39 1060 Saint-Gilles Hygiene.1060@stgilles.brussels	Saint-Josse-Ten-Noode Avenue de l'Astronomie, 13 1210 Saint-Josse-Ten-Noode urbanisme@sjtn.brussels
Schaerbeek Place Colignon 1030 Schaerbeek urbanisme@schaerbeek.be	Uccle Place Jean Vander Elst, 29 1180 Uccle permisenvironnement@uccle.brussels
Watermael-Boitsfort Place Antoine Gilson, 1 1170 Watermael-Boitsfort environnement@wb1170.brussels	Woluwe-Saint-Lambert Avenue Paul Hymans, 2 1200 Woluwe-Saint-Lambert pe.mv@woluwe1200.be
Woluwe-Saint-Pierre Avenue Charles Thielemans, 93 1150 Woluwe-Saint-Pierre permisenvironnement@woluwe1150.be	

Annexe 2 : Modèle de notification de début de chantier

Localisation du chantier	Adresse
Propriétaire du bâtiment	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Donneur d'ordre de réaliser les travaux	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Responsable du chantier et son suppléant Enleveur d'amiante	Coordonnées des personnes - Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Laboratoire agréé pour les mesures de la concentration en fibres asbestiformes dans l'air	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Laboratoire agréé pour les mesures de la concentration en matières totales en suspension dans l'eau	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Collecteur agréé en Région de Bruxelles-Capitale Lieu et mode de traitement Autorité délivrante	- Raison sociale Coordonnées
- () Bruxelles Environnement	Références du permis d'environnement de classe I.B ou de la déclaration de classe I.C / Nom de l'agent traitant
- () Néant	Motif de l'exemption

Descriptif :

- Référence du plan de travail et/ou du poste fixé par le permis d'environnement de classe I.B ou la déclaration de classe I.C
- Localisation de l'enlèvement ou de l'encapsulation d'amiante au sein du bâtiment
- Procédé d'enlèvement ou d'encapsulation : zone fermée hermétiquement, zone semi-hermétique, sac à manchons et/ou zone balisée
- Mesures spéciales prises lors de l'enlèvement ou de l'encapsulation d'amiante dans les crèches et écoles
- Quantité - Type d'amiante
- Durée de chantier - Date début - Date fin (planning éventuel)
- Date de la réunion de pré-chantier (si imposée dans le permis d'environnement de classe I.B ou les conditions particulières d'exploitation prescrites dans le cadre d'une déclaration de classe I.C)

Annexe 3 : méthode de contrôle et conditions de mesure des vibrations pour évaluer la gêne aux personnes dans les immeubles

CHAPITRE 1 - Définitions et détermination des paramètres vibratoires

Section 1 – Définitions

Art. 1^{er}

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Périodes d'évaluation journalière : intervalles de temps utilisés dans le calcul de l'amplitude vibratoire d'évaluation et définis pour la journée et pour la nuit ;
- Intervalle analysé : intervalle de temps pendant lequel les mesures, effectuées durant l'intervalle d'observation, sont analysées en vue de déterminer les valeurs des paramètres vibratoires en présence et/ou en l'absence de la (des) source(s) vibratoire(s) étudiée(s) ;
- Période calme : période de sensibilité accrue dans la journée ;
- Intervalle d'observation : intervalle de temps au cours duquel tous les mesurages et observations nécessaires à la caractérisation de la situation vibratoire sont effectués soit en continu, soit par intermittence.

Section 2 - Détermination des paramètres vibratoires

Art. 2.

Les vibrations sont mesurées dans les directions horizontales (x et y) et verticale (z) sous forme de vitesse vibratoire $v(t)$ exprimée en mm/s ou d'accélération vibratoire $a(t)$ exprimée en m/s².

Les appareils de mesure qui permettent de faire la mesure selon la DIN 4150-2 (1999) peuvent être utilisés.

Art. 3.

Les paramètres vibratoires sont déterminés pour une gamme de fréquence allant de 1 à 80 Hz. Les fréquences de coupure sont respectivement égales à 0,83 et 96 Hz.

Art. 4.

L'évaluation des niveaux vibratoires, pour chaque direction prise séparément, repose sur la valeur Fast (constante de temps $\tau = 125$ ms) pondéré B , $v_{B, Fast}(t)$, déterminée sur base d'une des relations suivantes :

- dans le cas où les vibrations sont mesurées sous forme **de vitesse vibratoire** $v(t)$: pour obtenir la vitesse pondérée B ($v_B(t)$) on applique au signal de vitesse un filtre passe-haut du premier ordre donné par :

$$|Hv(f)| = \frac{1}{\sqrt{1 + \left(\frac{5,6}{f}\right)^2}}$$

$$v_{B, Fast}(t) = \sqrt{\frac{1}{0,125} \int_{-\infty}^t e^{-\frac{t-\xi}{0,125}} v_B^2(\xi) d\xi}$$

- dans le cas où les vibrations sont mesurées sous forme **d'accélération vibratoire** $a(t)$: pour obtenir l'accélération pondérée B ($a_B(t)$) on applique au signal d'accélération un filtre passe-bas du premier ordre donné par :

$$|Ha(f)| = \frac{1}{\sqrt{1 + \left(\frac{f}{5,6}\right)^2}}$$

$$v_{B,Fast} = \frac{1000}{2\pi \cdot 5,6} \sqrt{\frac{1}{0,125} \int_{-\infty}^t e^{-\frac{t-\xi}{0,125}} a_B^2(\xi) d\xi}$$

La vitesse vibratoire peut être également obtenue en intégrant l'accélération vibratoire.

Art. 5.

L'amplitude vibratoire maximale relative à une période d'évaluation journalière, V_{max} , exprimée en mm/s, est la valeur maximale de la valeur $v_{B,Fast}(t)$.

Seule la direction donnant l'amplitude vibratoire maximale la plus élevée est considérée.

Art. 6.

L'amplitude vibratoire maximale relative au cycle élémentaire $T_i = 30$ s, V_{Ti} , exprimée en mm/s, est la valeur maximale de la valeur $v_{B,Fast}(t)$ déterminée comme défini à l'article 4 par cycle de 30 s.

L'amplitude vibratoire moyenne relative à la source investiguée, V_m , exprimée en mm/s, est la moyenne quadratique des V_{Ti} :

$$V_m = \sqrt{\frac{1}{N} \sum_{i=1}^N V_{Ti}^2}$$

avec N = nombre de cycles élémentaires T_i compris dans l'intervalle analysé. Les cycles élémentaires sont positionnés de manière à coïncider avec le début de l'immission vibratoire de la source investiguée.

Les valeurs $V_{Ti} \leq 0,1$ mm/s sont remplacées par 0 mais sont comptabilisées dans N .

Art. 7.

L'amplitude vibratoire d'évaluation, V_r , exprimée en mm/s, est égale à :

$$V_r = \sqrt{\frac{T_{e,0}}{T_r}} V_{m,0} \text{ si la période d'évaluation est la nuit}$$

$$V_r = \sqrt{\frac{1}{T_r} (T_{e,1} V_{m,1}^2 + c T_{e,2} V_{m,2}^2)} \text{ si la période d'évaluation est la journée}$$

avec T_r la durée de la période d'évaluation, $T_{e,0}$, $T_{e,1}$ et $T_{e,2}$ sont respectivement les temps effectifs de l'immission de la source pendant la nuit, pendant la journée hors période calme et pendant la journée lors de la période calme.

Similairement, $V_{m,0}$, $V_{m,1}$ et $V_{m,2}$ sont respectivement les amplitudes moyennes relatives à la source pendant la nuit, pendant la journée hors période calme et pendant la journée lors de la période calme.

c est un facteur de correction valant 1 pour les vibrations liées au trafic routier ou ferroviaire (et ce inclus trains, tramways et métros) ; 2 sinon.

Seule la direction donnant l'amplitude vibratoire d'évaluation la plus élevée est considérée.

CHAPITRE II – Mesures

Art. 8.

L'intervalle d'observation sera choisi de manière à être représentatif de la source à analyser et permettre de déterminer les paramètres vibratoires sur la période d'évaluation.

Art. 9.

La mesure est effectuée dans le local indiqué par l'occupant comme étant celui où les vibrations les plus fortes sont ressenties ou, à défaut d'indication, dans n'importe quel local.

Les capteurs sont placés sur le sol à l'endroit indiqué par l'occupant ou à défaut d'indication, en milieu de plancher.

Les capteurs sont installés de façon à ce qu'il y ait un bon contact avec la surface à évaluer éventuellement en ayant recours à un support permettant un réglage du plan horizontal. La distance par rapport à la surface à évaluer doit être la plus petite possible et dans tous les cas inférieure à 5 cm. Si la mesure doit être effectuée sur un sol recouvert d'un tapis plein ou d'un vinyle, les points d'appui du support des capteurs doivent avoir une forme pointue.

Les axes horizontaux (x et y) seront parallèles aux axes principaux du bâtiment, l'axe z pointant dans la direction verticale.

Toutes les mesures sont effectuées en l'absence des occupants du local où les capteurs sont installés. S'il n'est pas possible de respecter cette condition, une mesure complémentaire doit être réalisée afin de valider que les vibrations proviennent de la source à analyser.

Art. 10.

Dans le cas des vibrations liées au trafic routier ou ferroviaire, une mesure juste devant la façade la plus proche pourra compléter le diagnostic des vibrations perçues à l'intérieur du bâtiment. Les valeurs de transmission aux bâtiments par bandes de tiers d'octave sont fixées en accord avec Bruxelles Environnement.

Les capteurs sont installés de façon à ce qu'il y ait un bon contact avec le sol éventuellement en ayant recours à un support permettant un réglage du plan horizontal.

Les axes horizontaux (x et y) seront parallèles aux axes principaux du bâtiment, l'axe z pointant dans la direction verticale.

CHAPITRE III – Caractéristiques des appareils de mesure

Art. 11.

Le bruit de fond de la chaîne de mesure doit être inférieur à :

- 0,01 mm/s en cas de mesure de la vitesse vibratoire pondérée v_B ;
- 0,00036 m/s² en cas de mesure de l'accélération vibratoire pondérée a_B .

De plus, les appareils de mesure doivent respecter les spécifications de la norme DIN 45669-1, le cas échéant dans sa version et sa dénomination les plus récentes.

CHAPITRE IV – Mesures complémentaires

Art. 12.

Afin d'isoler le mieux possible les vibrations occasionnées par la source à analyser, celles-ci feront l'objet d'une identification au moyen, par exemple, d'une des techniques suivantes :

- mesure simultanée des vibrations dans un autre local ;
- codage lors de la mesure ;
- mesure acoustique ;
- enregistrements audio ;
- analyse fréquentielle.

CHAPITRE V – Rapport de mesures

Art. 13.

Chaque mesure est consignée dans un rapport de mesure qui, outre les indications prévues à l'article 15, §1^{er} du Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, comporte les indications suivantes :

- l'intervalle d'observation ;
- la durée de l'(des) intervalle(s) analysé(s) ;
- les conditions de fonctionnement de la source vibratoire étudiée ;
- la date de dernier étalonnage des appareils de mesure.

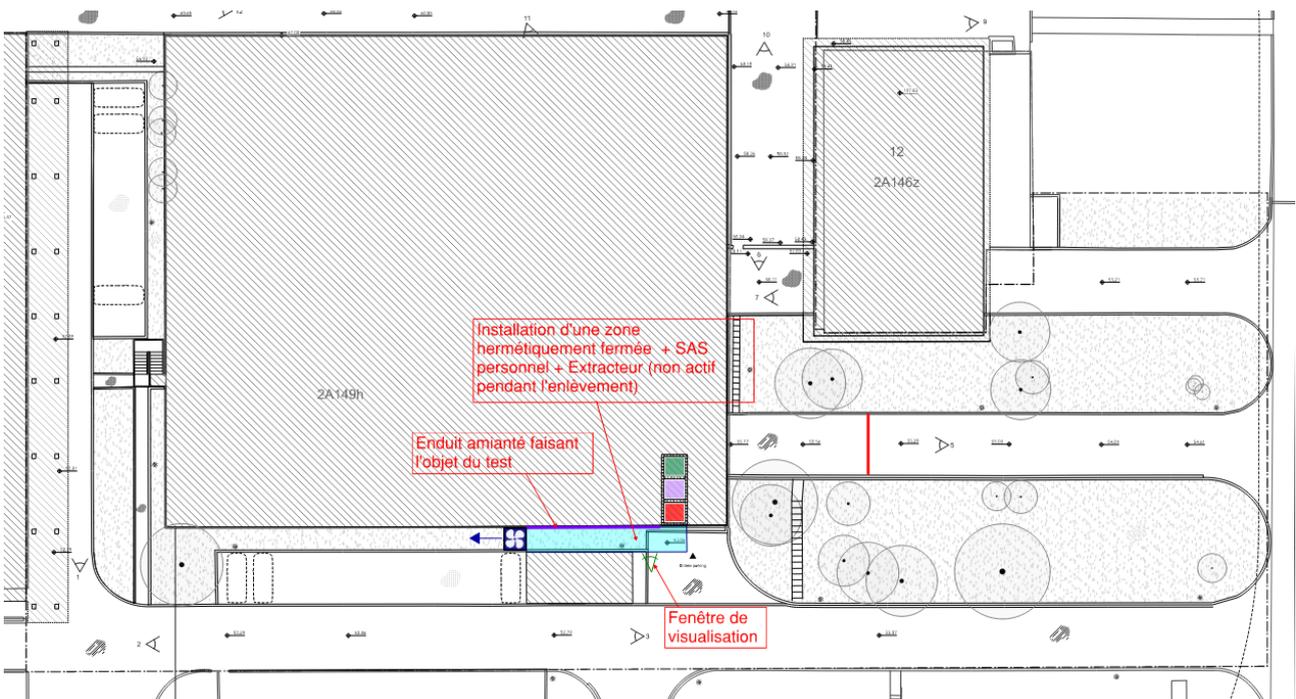
Lieu du test :

Plan 1 - Test enduit



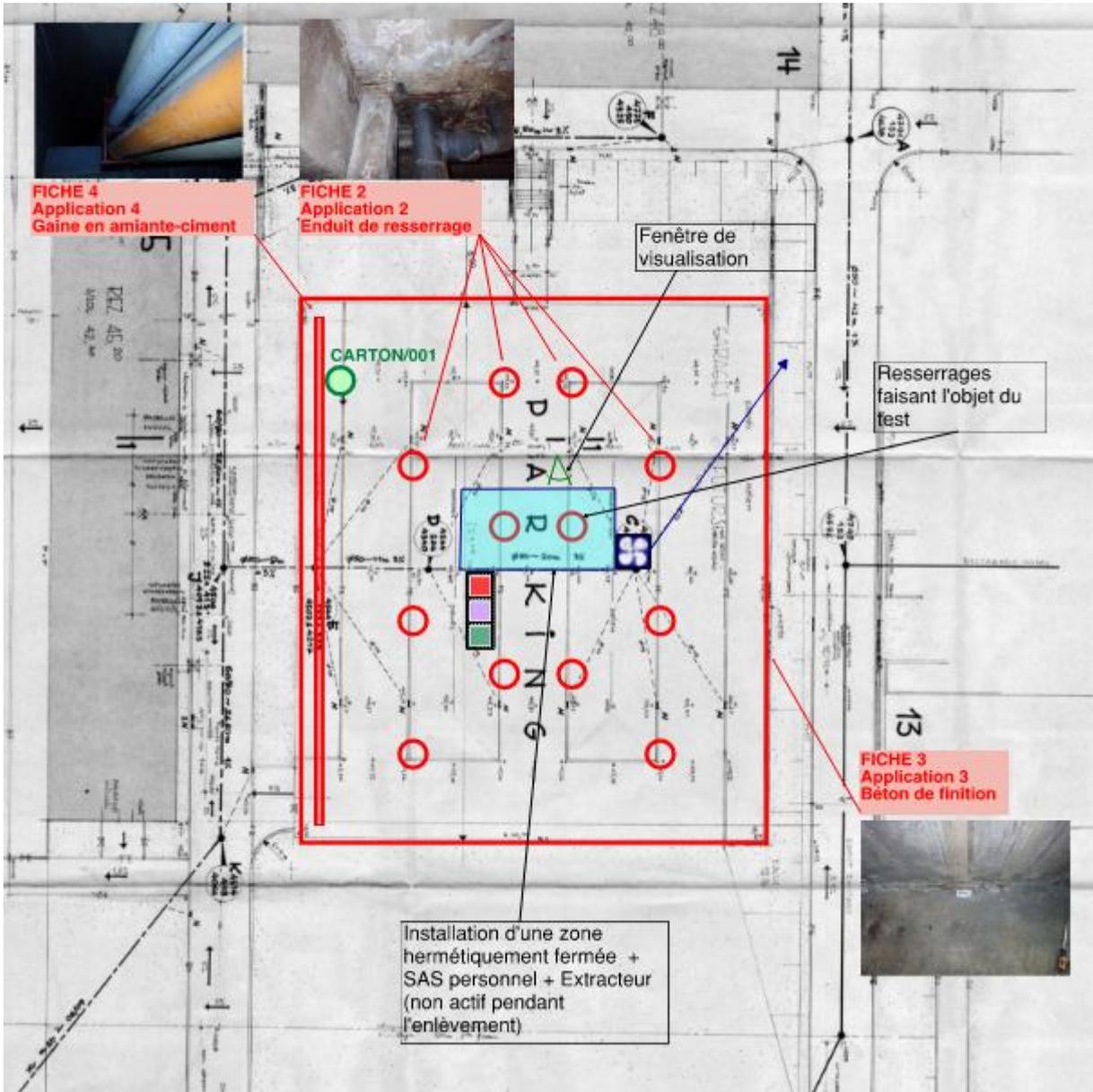
20/11/2024

Plan d'installation :



Plan d'installation :

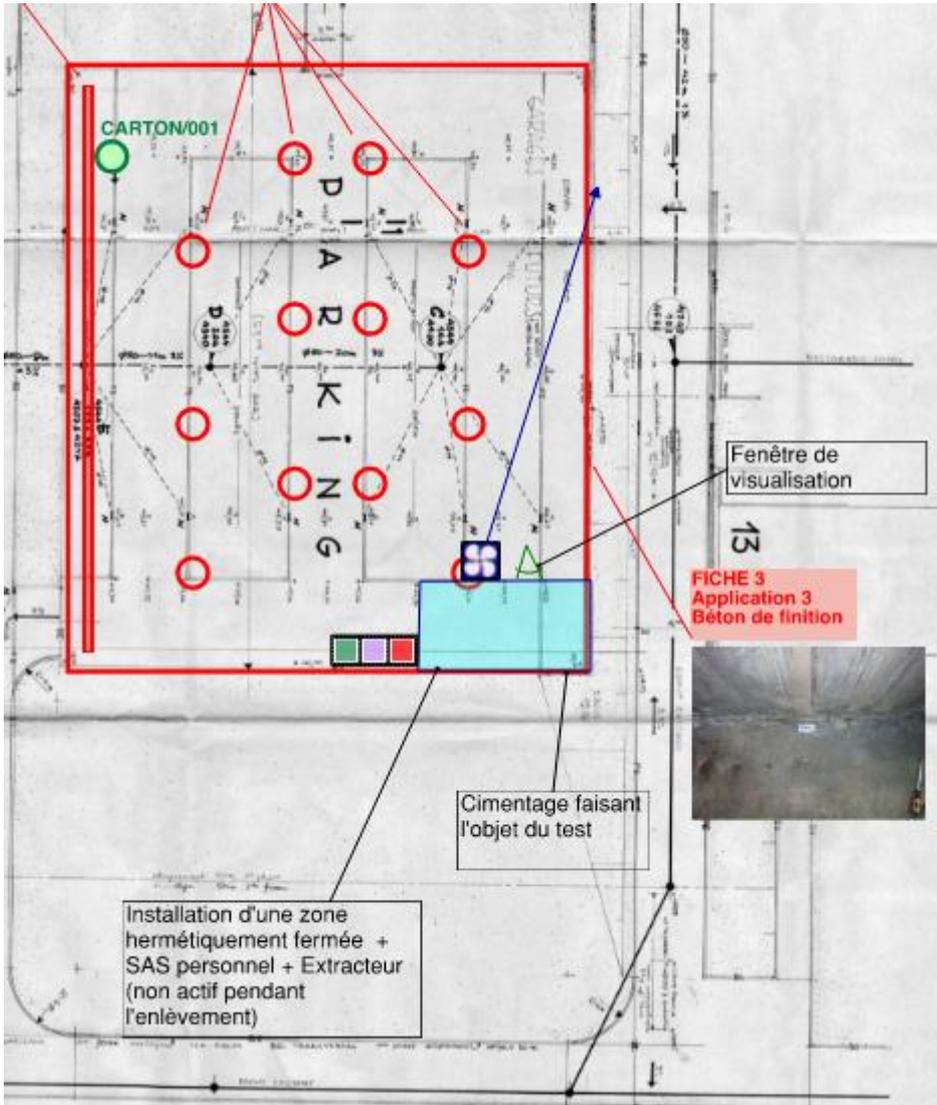
Plan 2 - Test resserrage



20/11/2024

Plan d'installation :

Plan 3 - Test cimentage

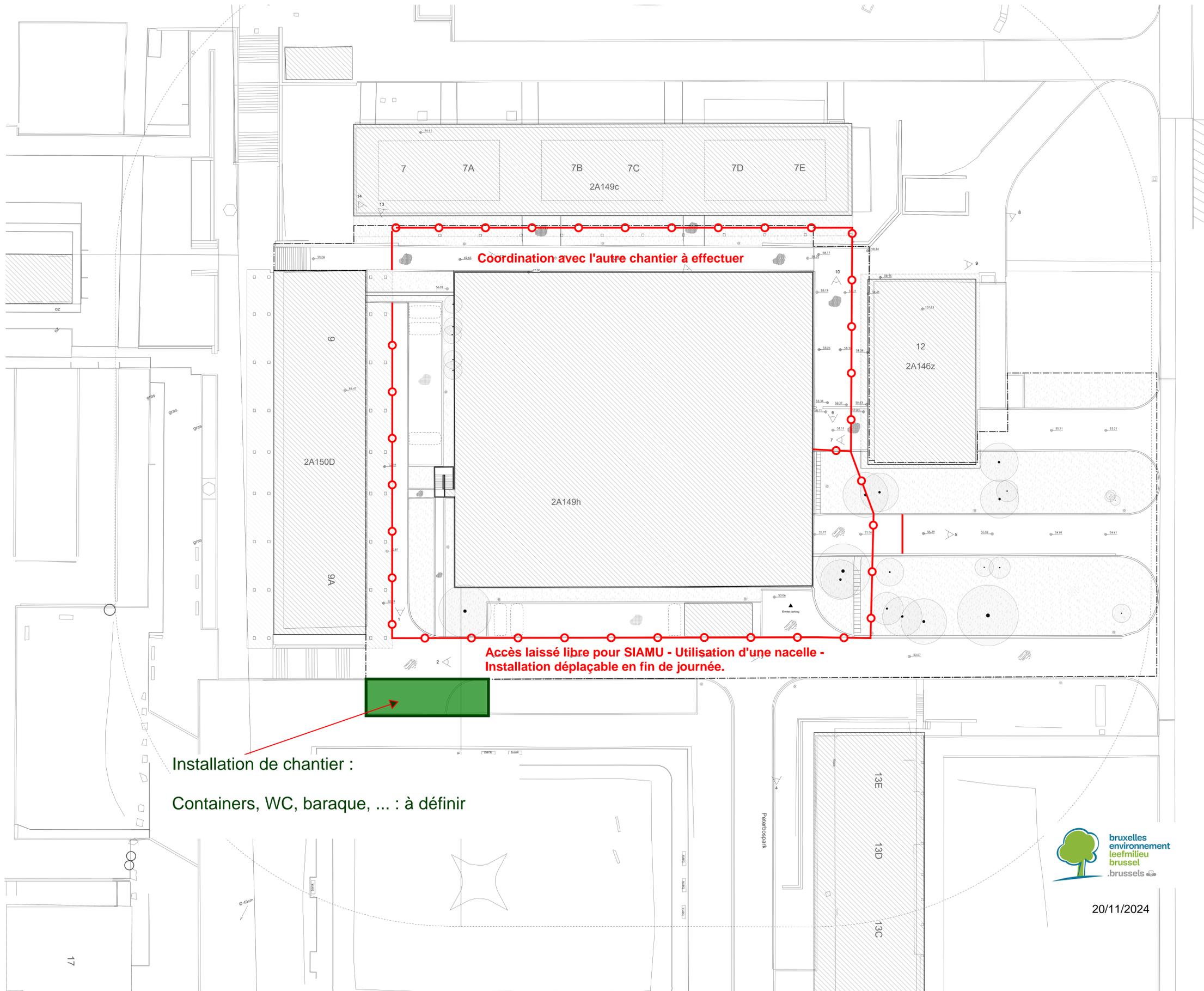


Lot 1 : Désamiantage

Application 1 : Enduit Extérieur : Traitement simple
Travail via nacelle

Travail par façade - Ordre à définir

Barrières Héras —○—○—○— : Seules les barrières nécessaires par façade seront placées. Division du phasage en 4



BOULEVARD M. GROENINCKX DE MAY LAAN

- kadastrale perceelimit / limites parcelles cadastrales
- hoogtepeilen / niveaux altimétriques
- foto's bestaande toestand / photos état existant
- grens opdracht voorzieningenpool / périmètre mission pôle d'équipement
- openbare verlichting / éclairage public
- bestaande bomen / arbres existants
- kasseien / pavés
- asfalt / asphalte
- kasseien met groene voegen / pavés engazonnés
- onverhard/groen / végétation

Note :
le fond de plan provient du relevé de géométrie reçu le 31/01/2022
de onderlegger van het plan is afkomstig van het opmetingsplan daterend van 31/01/2022



PROJECT / PROJET: Démolition d'un parking, construction d'un pôle d'équipements et de ses abords au Parc de Peterbos. Attract parking en nieuwbouw voorzieningenpool en zijn omgevingsaanleg in het Peterbospark.

BELANGSAK: Deze tekening is eigendom van FELT architectuur & design bvba. Verbruikt u de tekening na 21 mei 2024, dan wordt het gebruik van de tekening niet gegarandeerd. Het is niet toegestaan de tekening te kopiëren, te verspreiden of anderszins openbaar te maken. Het is niet toegestaan de tekening te kopiëren, te verspreiden of anderszins openbaar te maken.

BOUWHEER: GEMEENTE ANDERLECHT CLIENT: COMMUNE D'ANDERLECHT	ARCHITECT: 2001 s.a.r.l. 20 Rue Sarge L-4204 Esch-Azelte FELT architectuur & design bvba Fonsstraat 22a 9000 Gent	Philippe Nathan philippe@felt.be +32 20 56 11 52 Koen Vercruyden koen@felt.be +32 486 79 50 92
---	--	---

BOUWAANVRAAG / PERMIS D'URBANISME
INPLANTINGSPLAN - BESTAANDE TOESTAND
IMPLANTATION - ÉTAT EXISTANT
1/200



20/11/2024

PARKING PETERBOS SCHEMA FACADES

Traitement simple : Enlèvement de l'application au marteau-piqueur.

- Fixation des façades méticuleux au préalable
- Plastification au sol pour la récupération des déchets

COMMUNE D'ANDERLECHT.
PROJET D'UN COMPLEXE DE LOGEMENTS SOCIAUX A EPINERIE - PETERBOS, L.




FAÇADES
GEVELS

L'ARCHITECTE
DE BOUWMEESTER
P. BOUYER

LA SOCIÉTÉ
DE MAÏTSCHAPPIJ
DE BOUWMEESTER
P. BOUYER

DATE 16-2-70 - DATUM
MODIFIEERDE
GEWILIGD

PLAN N° 6

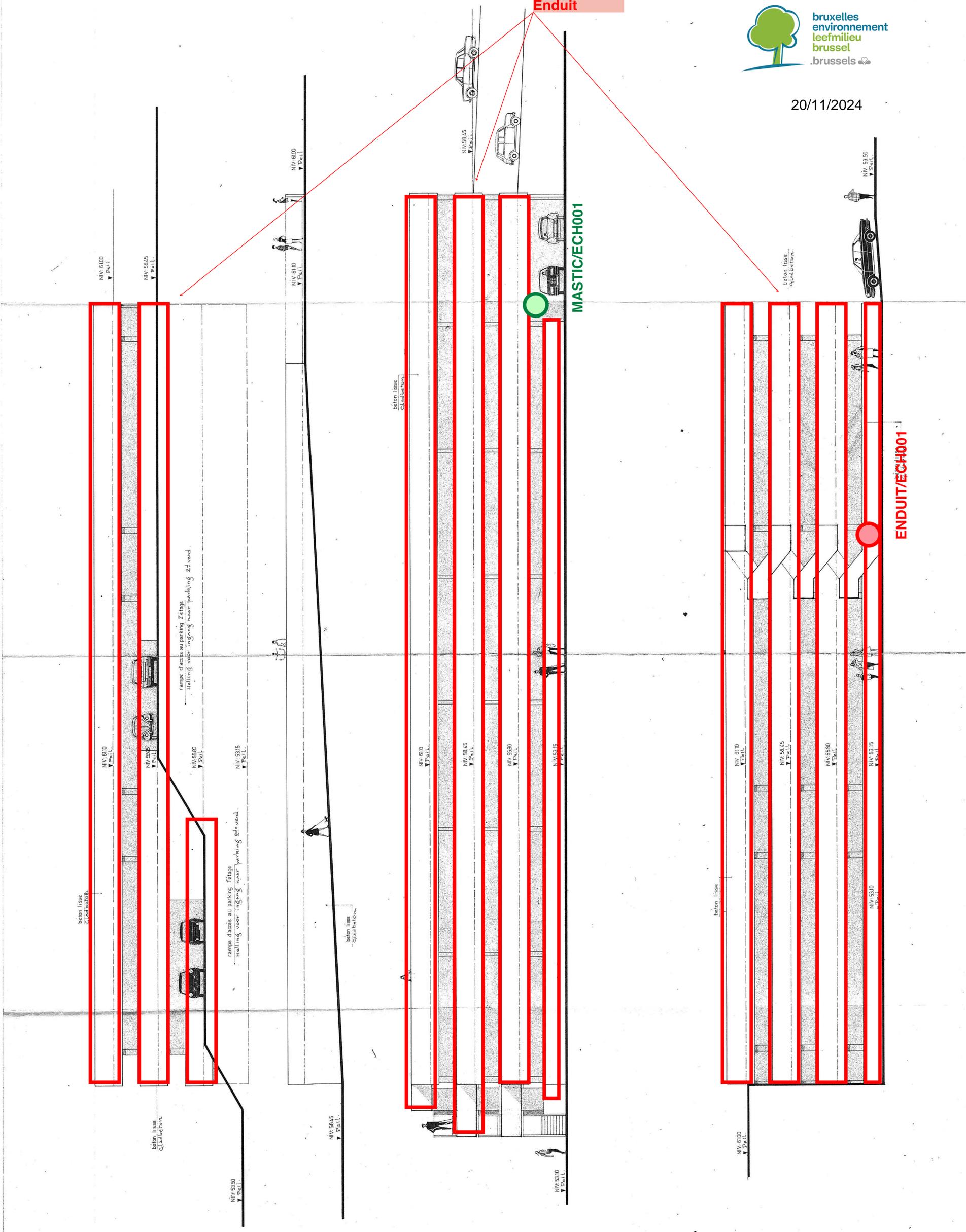
ECHELLE
SCHAL 1%

DOSSIER COMPLET PLANS
N° 1 A
VOLLEBEG DOSSIER PLAN
N° 1 01

FICHE 1
Application 1
Enduit



20/11/2024



PARKING PETERBOS SCHEMA FACADES

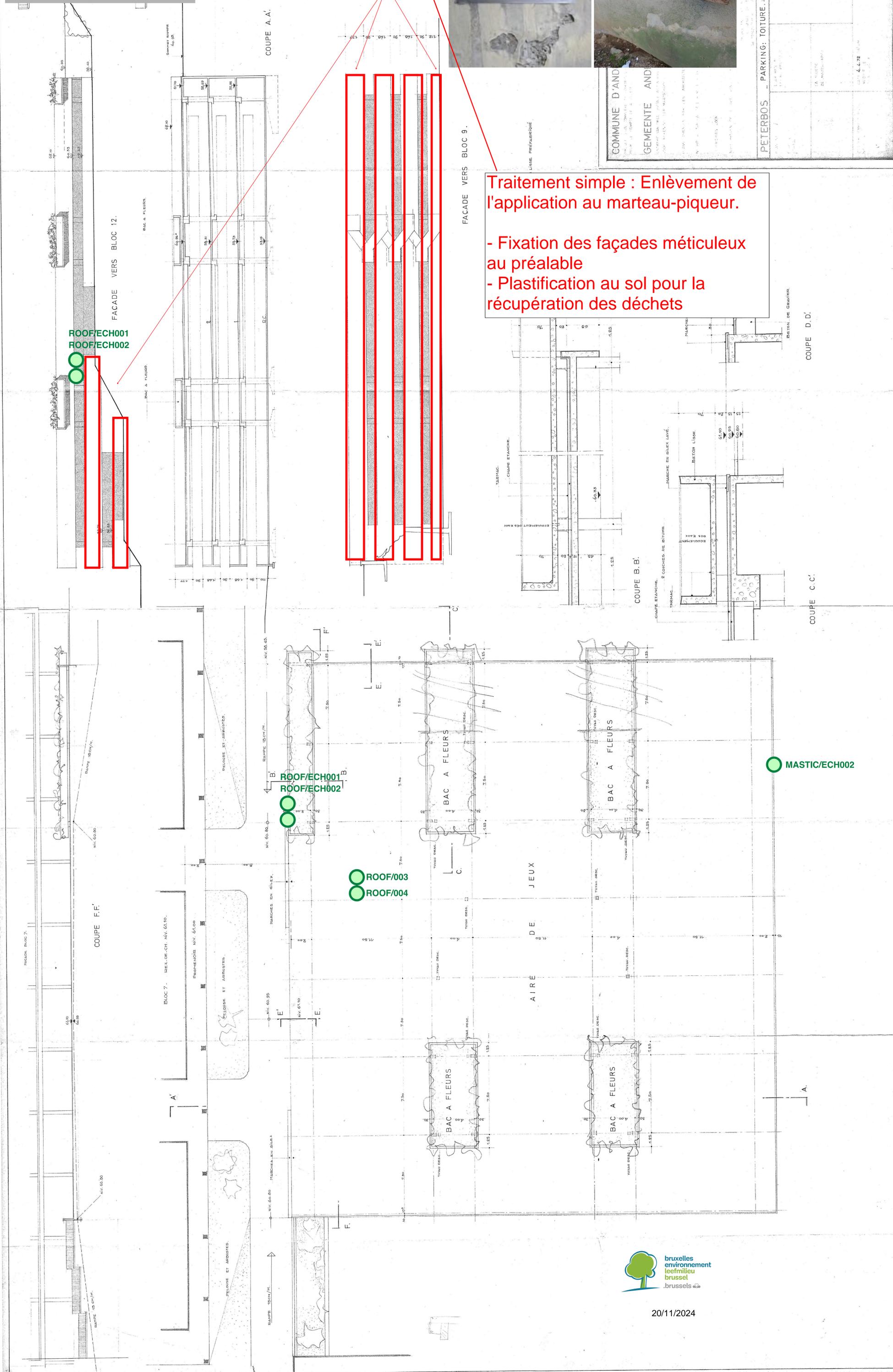
FICHE 1
Application 1
Enduit



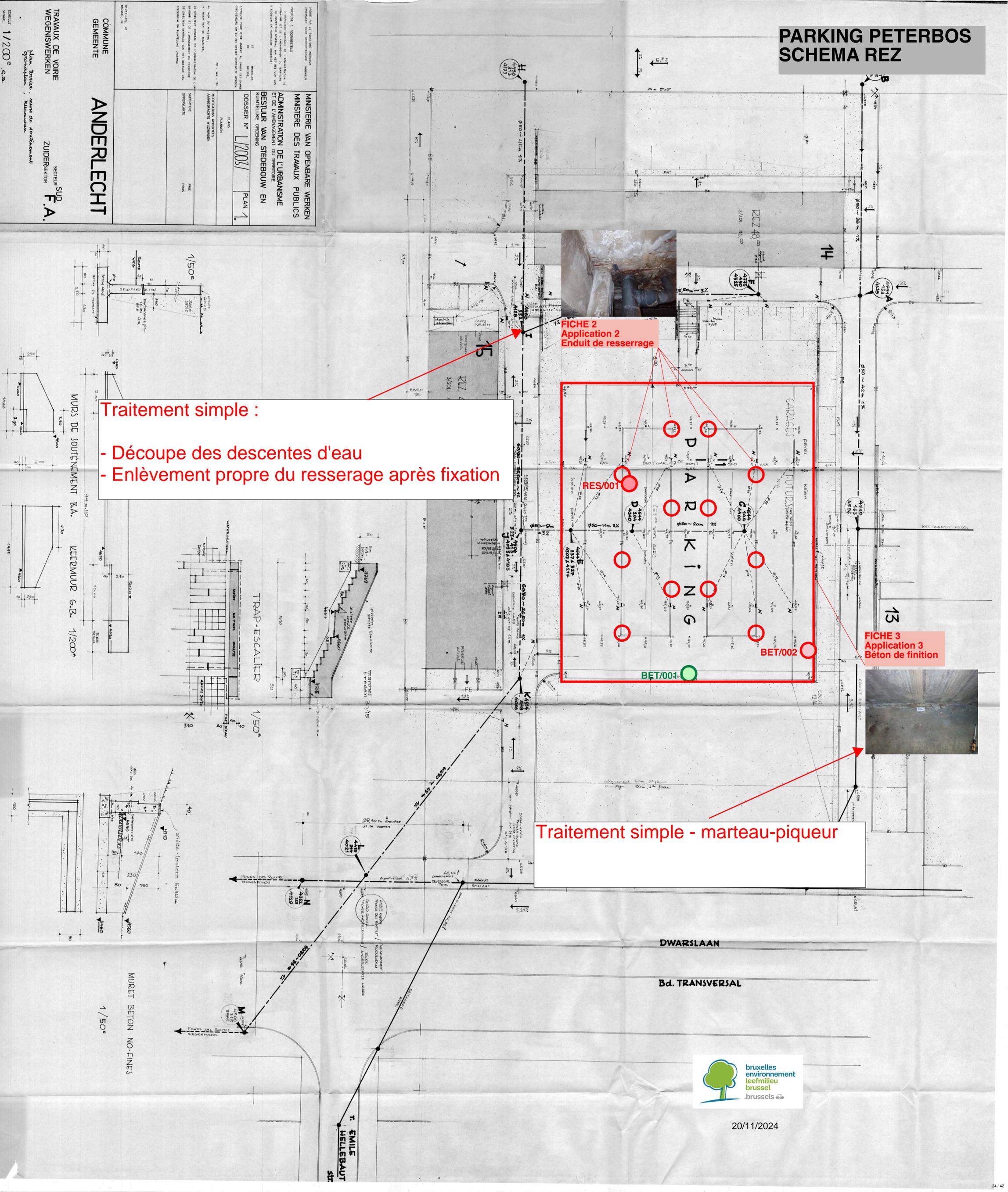
COMMUNE D'AND	GEMEENTE AND
PETERBOS - PARKING: TOITURE	

Traitement simple : Enlèvement de l'application au marteau-piqueur.

- Fixation des façades méticuleux au préalable
- Plastification au sol pour la récupération des déchets



PARKING PETERBOS SCHEMA REZ



Traitement simple :

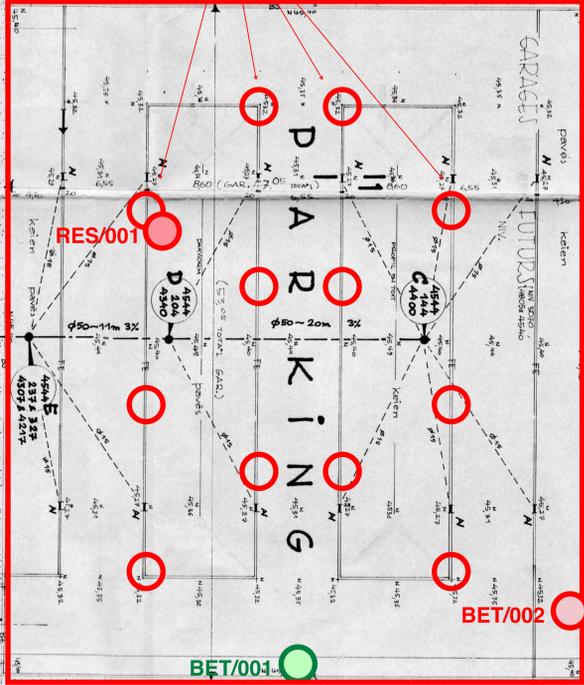
- Découpe des descentes d'eau
- Enlèvement propre du resserage après fixation

Traitement simple - marteau-piqueur

FICHE 3
Application 3
Béton de finition



FICHE 2
Application 2
Enduit de resserage



MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN
 MINISTERIE DES TRAMWEGEN PUBLICS
 ADMINISTRATION DE L'URBAINISME
 ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
 BESTUUR VAN STEDEBOUW EN
 RUIMTELIJKE ORDENING

DOSSIER N° L12001 PLAN 1

PLANNEN
 AANBEVELINGEN
 TOEGELATEN
 VERBODEN

AANGEGEVEN VOOR EEN AANBODER BIJ HET OPENEN VAN DE OORDELENDE OF BIJ HET ERVEN ERREKEN EN WETTIGEN

DE WET VAN 28 JUNI 1962
 IN VERBAND MET DE WET VAN 23 JUNI 1962
 DE WET VAN 23 JUNI 1962
 DE WET VAN 23 JUNI 1962
 DE WET VAN 23 JUNI 1962

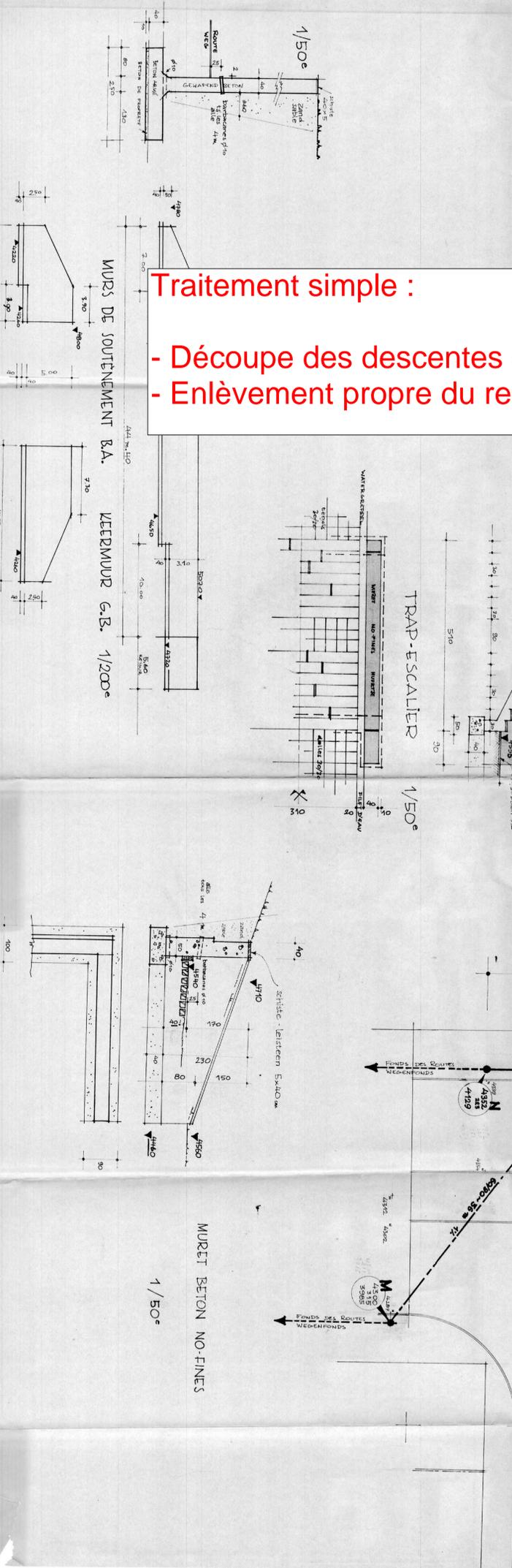
BRUSSEL 12
 1/2000

COMMUNE
 GEMEENTE
 ANDERLECHT

TRAMWEGEN
 WEGENSWERKEN
 1/2000 e.a.

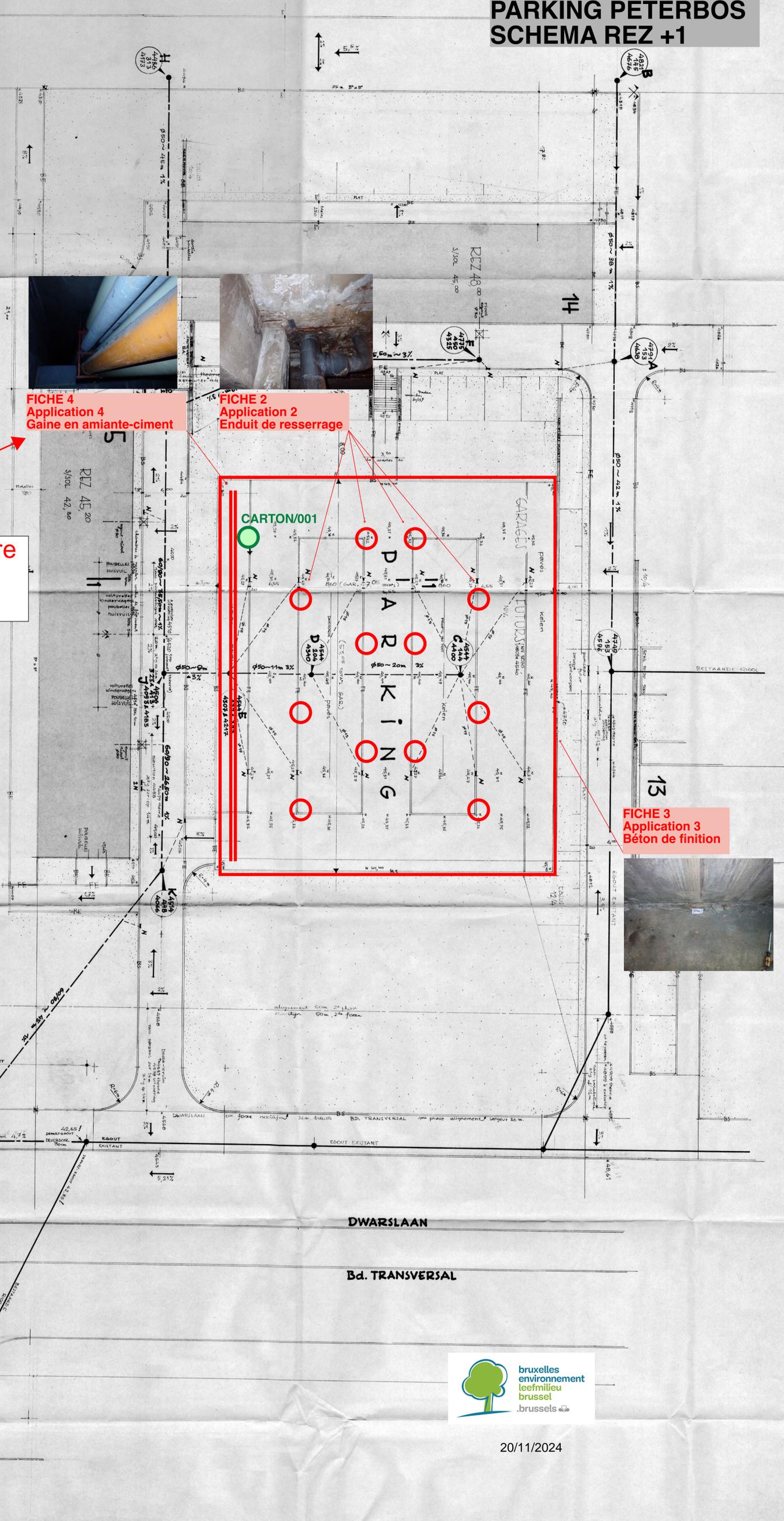
SECTEUR SUP
 F.A.
 ZUIDERSEKTOER

Plan Directeur, amendé et actualisé
 par le Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire



20/11/2024

PARKING PETERBOS SCHEMA REZ +1



FICHE 4
Application 4
Gaine en amiante-ciment

FICHE 2
Application 2
Enduit de resserrage

FICHE 3
Application 3
Béton de finition

Traitement simple - Démontage propre

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN
MINISTERIE DES TRAVAUX PUBLICS
ADMINISTRATION DE L'URBANISME
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
BESTUUR VAN STEDEBOUW EN
RUIMTELIJKE ORDENING

DOSSIER N° L120031 PLAN 1

PLANNEN
NOMINATION DES AUTEURS
ANNEE DE LA CONCEPTION
NOMINATION DES AUTEURS
ANNEE DE LA CONCEPTION

TRAVAUX DE VOIRIE
WEGENSWERKEN

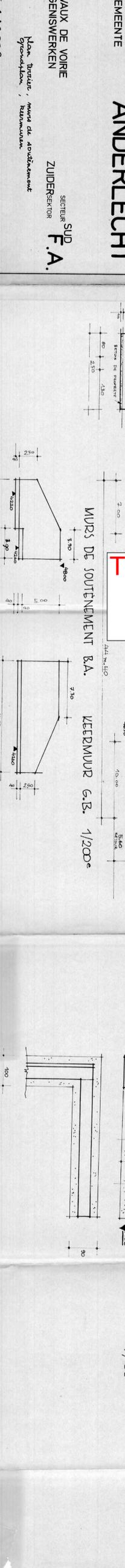
COMMUNE
GEMEENTE

ANDERLECHT

SECTEUR SUP
ZUIDERSEKTOR
F.A.

Plan Directeur, avant de développement
opérationnel, Réaménagement

1/2000 e.a.



20/11/2024